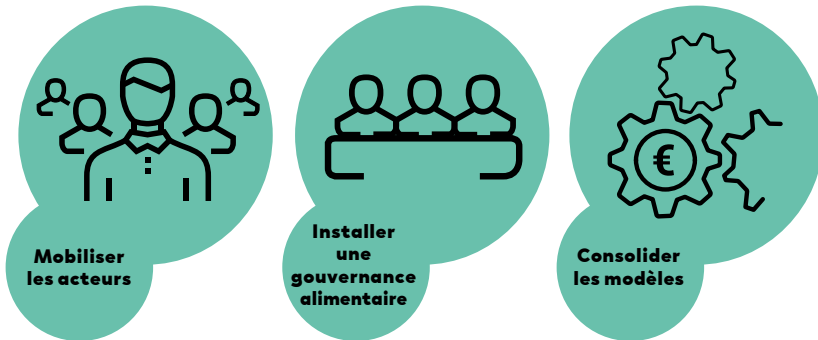


FICHE PROJET DÉTAILLÉE

Stratégie alimentaire de Minorque

Bonnes pratiques agroenvironnementales pour la reconversion du système alimentaire

Cette fiche correspond à l'annexe
du Carnet Carasso "Les systèmes alimentaires
territorialisés", disponible sur
fondationcarasso.org/apprentissages/sat



Cette fiche est éditée par la Fondation Daniel et Nina Carasso

40, avenue Hoche - 75008 Paris - fondationcarasso.org

Coordination : AOCconsulting et DÉFIS - Montpellier SupAgro pour la France,
CERAI pour l'Espagne

Rédaction et conception graphique : Terre-écós

3, rue Lespagnol - 75020 Paris

Design graphique Espagne : LaDársena Estudio

JANVIER 2019

Stratégie alimentaire de Minorque

Bonnes pratiques agroenvironnementales pour la reconversion du système alimentaire

Les institutions publiques de l'île agissent sur le territoire, en prenant soin de conserver à long terme la qualité de vie et les valeurs environnementales. Les bonnes pratiques agroenvironnementales sont développées depuis 2005. Elles visent à soutenir la transition du secteur agricole, essentiellement pour ce qui est de l'agriculture extensive et la conservation du paysage. Cette gestion adaptée au territoire fait un usage adéquat des ressources naturelles et permet la vente de produits locaux en garantissant un avenir digne au monde paysan.

Le Conseil insulaire de Minorque (CIME), qui joue le rôle de conseil alimentaire, est une institution d'autogouvernement et l'organe de participation de la Réserve de biosphère. Cette instance se caractérise par sa large représentativité. Elle travaille sur plusieurs lignes d'action qui visent toutes la mise en œuvre de politiques alimentaires durables. En 2017, Minorque adhère au Pacte de Milan et définit sa stratégie alimentaire : faire

Faits marquants du projet « Stratégie alimentaire de Minorque »

En 1993, l'UNESCO déclare l'île de Minorque Réserve de la biosphère, ce qui implique de respecter une série de conditions pour protéger le milieu naturel. En 2015, plusieurs entités de l'île de Minorque rédigent la Déclaration de Montgofra, où elles demandent à l'administration de promouvoir la gastronomie et les produits locaux. Quelques mois plus tard, l'administration adhère à cette déclaration et en 2017, l'île de Minorque adhère au Pacte de Milan.

de l'alimentation un axe essentiel pour la durabilité du territoire.

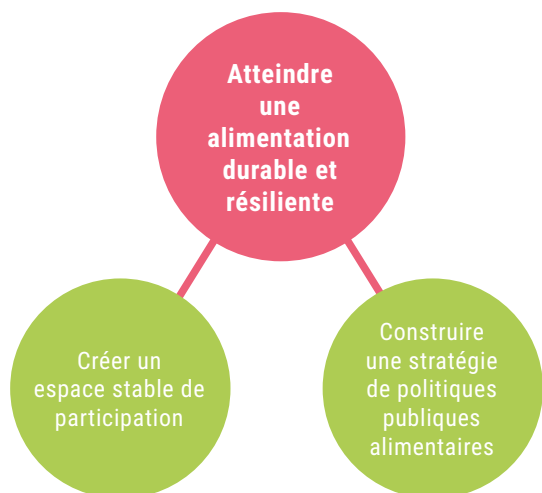
Les principaux acteurs du projet sont le Conseil insulaire de Minorque et VSF-Justice Alimentaire, une association dont la mission est de promouvoir un modèle de développement rural juste, servant de moteur à la transformation sociale. Le projet compte également sur la participation de l'entreprise publique Semilla, qui met en œuvre des politiques de développement du produit local, et l'Associació Leader Menorca, un groupe d'action local qui réunit des entités publiques et privées et qui travaillent

pour le développement durable. L'objectif général du projet est le développement d'un système alimentaire durable et résilient.

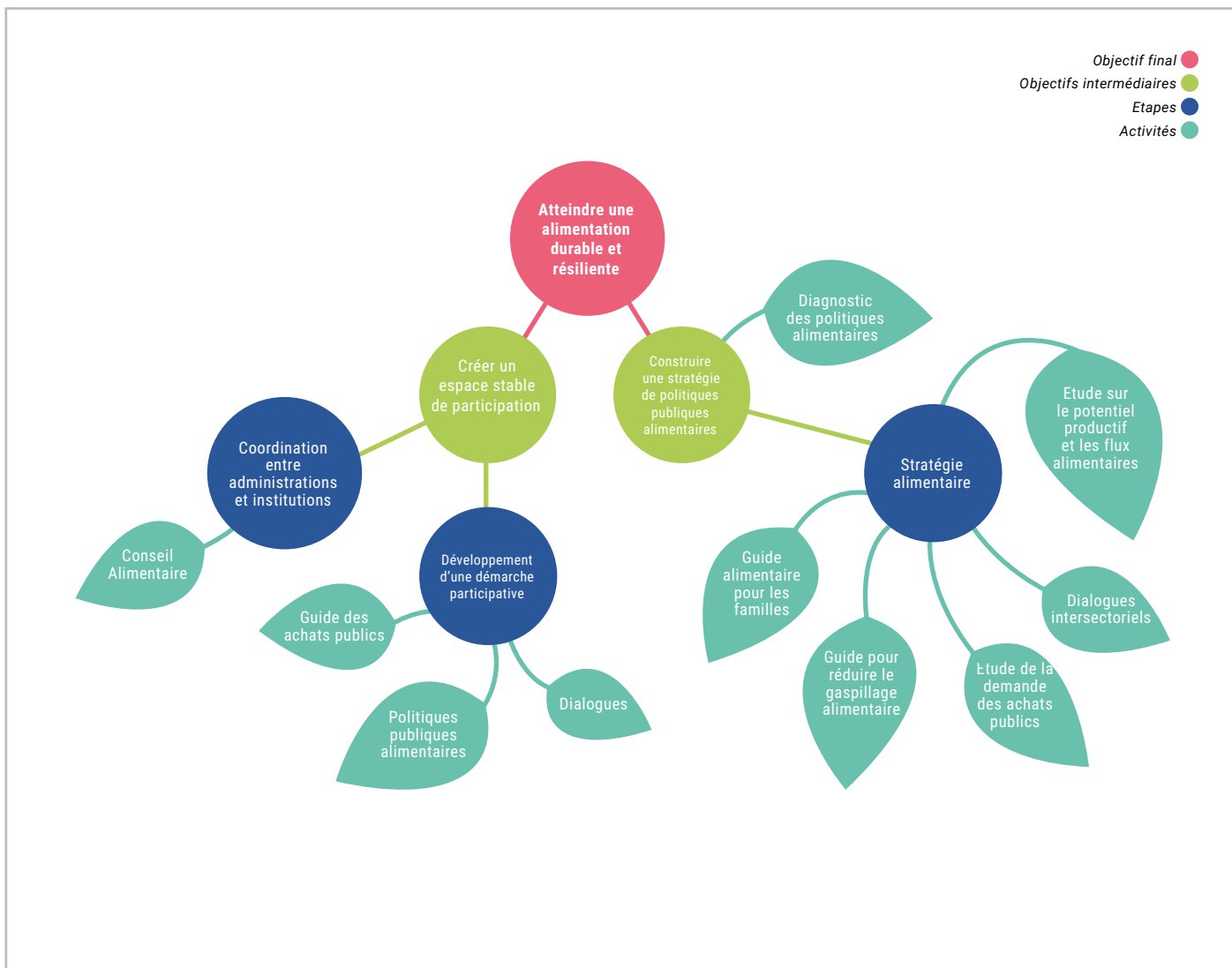
Minorque, Espagne

Minorque est un territoire au paysage rural traditionnel très riche. L'île présente un degré de compatibilité élevé entre le développement des activités économiques, la consommation de ressources et la conservation d'un paysage d'une qualité exceptionnelle. 88,4 % de la surface est agricole ou forestière. L'élevage laitier occupe également une place importante, notamment pour l'élaboration du fromage de Mahon.

Objectif final ●
Objectifs intermédiaires ●



Au départ de l'élaboration de la stratégie alimentaire, le conseil insulaire a réalisé un diagnostic agroalimentaire de l'île : offre agricole, demande en aliments et habitudes de consommation des habitants. Ils permettent aux partenaires d'émettre des recommandations. Le processus participatif engagé avec les acteurs aboutit à la réalisation d'un guide d'achat public, qui privilégie l'approvisionnement des administrations de l'île en produits locaux.



Disposer d'une stratégie transversale et coordonnée de politiques publiques alimentaires. Le diagnostic des politiques publiques alimentaires en cours de développement dans l'île, au niveau du Conseil insulaire aussi bien que des mairies, permet de détecter les lignes stratégiques les plus consolidées, ainsi que celles sur lesquelles il est possible d'avoir plus d'impact. Dans l'étape de renforcement et de développement du processus, une étude sur le potentiel de production et les flux alimentaires est réalisée, un guide alimentaire pour les familles et un autre guide pour réduire l'excédent alimentaire, tout cela accompagné de dialogues intersectoriels et d'une étude de la demande d'achat public.

Création d'un espace stable de participation sur l'alimentation durable. La création de tables thématiques permet de construire des voies de collaboration entre les domaines ayant une incidence sur l'alimentation et les secteurs de l'administration avec une compétence dans l'agriculture, la pêche, les services sociaux, la projection économique et les services généraux, afin de définir les politiques publiques alimentaires. Fruit de ce processus et sur la base des études réalisées, il a été possible d'établir un Guide d'achat public. Ce processus participatif, destiné au développement de la stratégie alimentaire des administrations publiques de l'île, prétend établir des synergies entre les agents impliqués dans l'introduction de produits de proximité, de saison et durables, dans les services de l'administration publique et dans d'autres espaces. Ceci vise en même temps à entraîner une complicité entre le personnel technique et les responsables politiques des différents services du CIME, ainsi qu'avec les mairies, dans le domaine de l'alimentation. Le processus de participation assure qu'il y ait un consensus de la société à l'égard des actions de la stratégie. En décembre 2017, le Conseil insulaire de Minorque organise un atelier interne pour compléter et valider la stratégie alimentaire.

Mobiliser le système alimentaire à partir des points forts du territoire

Classée Réserve de la biosphère par l'Unesco, Minorque dispose d'une figure de protection territoriale, reconnue au niveau local et international. Il s'agit d'une figure puissante dans l'imaginaire collectif qui constitue un excellent point de départ. La population et la société civile de l'île l'apprécient et veulent la préserver. Ceci a donné lieu à une collaboration entre

l'administration, des ONG et des entreprises de Minorque afin de mettre en place des stratégies de développement qui tirent profit de sa richesse naturelle, tout en la préservant. Le Plan Territorial Insulaire (PTI) aménage le territoire, veille à la durabilité et régit la croissance urbanistique. De



plus, des stratégies locales pour le développement durable sont définies, de telle sorte que chaque municipalité possède son propre Agenda 21 local et son propre Plan d'action environnemental.

Implication de l'administration sous l'impulsion de la société civile

En juin 2015 a lieu une rencontre à Montgofra entre plusieurs entités représentantes de la société de l'île de Minorque issues de divers secteurs économiques tels que les secteurs productif, gastronomique, entrepreneurial ou social. Ces entités, à la fois caractérisées par leur longue trajectoire et jouissant d'une certaine reconnaissance dans l'île, recueillent les inquiétudes de la société civile et, malgré une importante diversité de profils entre ces organisations, elles

Les membres du groupe moteur, aux profils très divers, partagent un objectif commun

partagent un objectif commun de défense du produit de proximité et de la gastronomie locale. C'est ainsi que surgit la Déclaration de Montgofra, qui demande aux administrations de mener des actions concrètes pour la promotion de la gastronomie et des produits de Minorque. Quelques mois plus tard, l'administration adhère à cette déclara-

tion dans le but de promouvoir une gestion agricole respectueuse des valeurs et des ressources naturelles et afin d'encourager le développement du secteur agricole et du secteur économique de l'île.



Mobiliser les acteurs

Information, participation et communication pour ancrer l'engagement politique

En 2016, le processus déclenché par la Déclaration de Montgofra est diffusé. Des journées sont organisées afin de présenter le Pacte de Milan, y adhérer, travailler sur les axes qui y sont indiqués, connaître ce qui a motivé l'adhésion d'autres villes et apprendre de leurs expériences. Les entités participent au Conseil social de la Réserve de Biosphère. Les acteurs se connaissent et reconnaissent les progrès réalisés, ce qui aide à gérer les frustrations produites entre les mouvements sociaux et l'administration. Le diagnostic des politiques alimentaires permet de connaître davantage le sys-

tème agroalimentaire et de lancer une démarche participative pour créer et définir une stratégie alimentaire à Minorque. Avec la consolidation et la validation de la stratégie, en janvier 2017, Minorque adhère au Pacte de Milan, qui est alors approuvé à l'unanimité par tous les représentants politiques présents dans le CIME.



Consolider les modèles

Si la continuité n'est pas assurée, il sera difficile d'atteindre tous les groupes sociaux

Le défi est d'assurer la pérennité de la Stratégie alimentaire de Minorque et d'atteindre tous les groupes sociaux, y compris ceux aux ressources économiques les plus faibles. Pour ce faire, il s'avère nécessaire de mener des actions concrètes et de disposer des indicateurs quantitatifs et qualitatifs adéquats en matière de suivi. Outre les indicateurs socio-environnementaux actuels, des indicateurs économiques sont également pertinents pour expliciter les bénéfices produits par les SAT. Il est nécessaire de coordonner et assurer la transversalité des politiques alimentaires. Par conséquent, il faudrait que les services du CIME menant à bien

Indicateurs socio-environnementaux et économiques pour expliciter les bénéfices

les actions qui sont inscrites dans la Stratégie Alimentaire soient coordonnés et travaillent conjointement. Pour l'instant, c'est l'organisation VSF-Soberanía Alimentaria qui assume ce service de coordination externalisé et qui parvient à créer les canaux nécessaires pour assurer la transversalité de la stratégie. L'objectif est que ce soit le propre CIME qui assume la coordination.

Núria Llabrés

VSF - Justice alimentaire

illesbalears@justiciaalimentaria.org